

Marie-Louise Opdenberg

L'année sociale

Fondée par Guy Spitaels

1976



**Institut de Sociologie (fondé par E. Solvay)
Etudes d'économie sociale**

Editions de l'Université de Bruxelles

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS =====	17
PREMIERE PARTIE : LA VIE LEGISLATIVE =====	21
I. <u>LA REFORME DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE (Loi du 8 juillet 1976)</u>	23
A. LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	23
B. LES REACTIONS DES ORGANISATIONS CONCERNEES PAR L'AIDE SOCIALE	25
C. L'INTERVENTION DES CONSEILS REGIONAUX	27
D. LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	28
E. L'ECONOMIE DE LA LOI	34
II. <u>LA LOI INSTITUANT LE CONGE POUR UN MANDAT POLITIQUE (19 juillet 1976)</u>	47
A. LES JUSTIFICATIONS DE LA PROPOSITION SCHYNS	47
B. LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	48
C. L'ECONOMIE DE LA LOI	50
III. <u>LA LOI ABAISSANT, SOUS CERTAINES CONDITIONS, L'AGE DE LA PENSION ET MODIFIANT LA PRESOMPTION D'OCCUPATION AVANT 1945 (27 février 1976)</u>	53
A. LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	53
B. LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	58
C. L'ECONOMIE DE LA LOI	61
IV. <u>LA LOI ACCORDANT LE BENEFICE D'UNE PENSION ANTICIPEE NON REDUITE AUX TRAVAILLEURS AYANT EXERCE UN METIER RUDE ET/OU INSALUBRE (27 décembre 1976)</u>	64
A. LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	64
B. LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	65
C. L'ECONOMIE DE LA LOI	66

V.	<u>LA LOI DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE</u> (30 mars 1976)	67
	A. LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	67
	1. La promotion de l'emploi	68
	2. La modération des revenus	71
	3. La redistribution des charges sociales	72
	4. La suppression de la cotisation pour les crédits d'heures	72
	B. LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	73
	C. L'ECONOMIE DES MESURES SOCIALES DE LA LOI	82
	1. Mesures en vue de promouvoir l'emploi	82
	2. Modération des revenus	88
	3. Redistribution des charges sociales	91
	D. LA PROROGATION DE CES MESURES	92
VI.	<u>LA LOI DE RELANCE DOUCE</u> (24 décembre 1976)	93
	A. LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	93
	B. LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	95
	C. L'ECONOMIE DES MESURES AYANT UNE INFLUENCE SUR LES REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS SALARIES	96
VII.	<u>LA LOI-PROGRAMME 1976-1977</u> (24 décembre 1976)	97
	A. LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	97
	1. L'indexation anticipée des indemnités sociales	97
	2. L'aménagement des ressources destinées aux crédits d'heures et de leur utilisation	98
	3. La limitation de la hausse du subside de l'Etat au régime des pensions	98
	4. Le rétablissement de l'équilibre financier du Fonds des Accidents du Travail	99
	5. L'harmonisation des régimes de pensions des secteurs public et privé	99
	6. La limitation des cumuls dans l'enseignement	100
	7. Divers	100
	B. LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	101

C. L'ECONOMIE DES MESURES SOCIALES DE LA LOI	106
1. La réparation des dégâts causés par la sécheresse de 1976 dans l'agriculture et l'horticulture	106
2. L'indexation anticipée des prestations sociales	106
3. L'aménagement des ressources destinées aux crédits d'heures et de leur destination	106
4. La limitation de la hausse du subside de l'Etat au régime des pensions des salariés	107
5. La légalisation du 14ème mois d'allocations familiales	107
6. Le rétablissement de l'équilibre financier du Fonds des Accidents du Travail	107
7. L'harmonisation des régimes de pension des secteurs public et privé	109
8. Les mesures relatives à l'âge de la mise à la retraite de certains membres de l'enseignement	109
9. La limitation des cumuls dans l'enseignement	110
VIII. <u>LES DIFFICULTES DE L'ASSURANCE-MALADIE</u>	112
A. LES PROBLEMES BUDGETAIRES DE L'ASSURANCE-MALADIE, SECTEUR DES SOINS DE SANTE (régime général)	112
1. La situation en début d'année	112
2. Les modifications apportées au budget de 1976	114
3. L'élaboration du budget de 1977	115
4. Le plan Dhoore et ses conséquences sur le budget de 1977	117
B. LES CONFLITS GOUVERNEMENT-MEDECINS	123
1. La revalorisation du médecin généraliste	123
2. Le conflit sur les contrôles médical et fiscal et la prorogation de l'accord médico-mutualiste	127
C. LE RAPPORT DU COMMISSAIRE ROYAL ET CELUI DU GROUPE DE TRAVAIL INTERDEPARTEMENTAL SUR LA REFORME DE L'ASSURANCE-MALADIE	133
IX. <u>LA LOI SUR LE TRAVAIL INTERIMAIRE (28 juin 1976)</u>	142
A. LES PROBLEMES POSES PAR LE TRAVAIL INTERIMAIRE, LES OPTIONS GOUVERNEMENTALES	142
B. LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	146
1. Le travail temporaire en général	147
2. Le travail intérimaire et les entreprises de travail intérimaire en particulier	147

3. La mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs	148
C. LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	149
D. L'ECONOMIE DE LA LOI	151
E. LES MESURES D'EXECUTION PROPOSEES PAR LE CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL	158
X. <u>LA LOI SUR LA REPRESSION DU TRAVAIL FRAUDULEUX A CARACTERE COMMERCIAL OU ARTISANAL (6 juillet 1976)</u>	160
A. LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	160
B. LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES	162
C. L'ECONOMIE DE LA LOI	163
D. LA REACTION DES CLASSES MOYENNES	165
XI. <u>LA LOI RELATIVE A L'OCCUPATION DES TRAVAILLEURS ETRANGERS (22 juillet 1976)</u>	166
A. LES JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	166
B. L'UNANIMITE DES CHAMBRES	167
C. L'ECONOMIE DE LA LOI	167
1. Les principales modifications à l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 sur l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère	167
2. Les principales modifications à la loi du 30 juin 1971	169
XII. <u>LA LIMITATION DU CUMUL D'UNE PENSION DE RETRAITE AVEC UNE ACTIVITE PROFESSIONNELLE</u>	171
A. REGIME DES TRAVAILLEURS SALARIES	171
B. REGIME DES AGENTS DU SECTEUR PUBLIC	172
C. REGIME DES INDEPENDANTS	172
XIII. <u>L'ARRETE ROYAL MODIFIANT LA PROCEDURE DE DECLARATION DES LICENCIEMENTS COLLECTIFS (24 mai 1976)</u>	174

DEUXIEME PARTIE : LA VIE PARITAIRE	177
=====	
I. <u>LA REFORME DE L'INDEX</u>	179
A. LE POURQUOI DE LA REFORME DU 1er JUIN 1976	179
B. LE CONTENU DE LA REFORME	181
1. Nouvelle pondération	182
2. Adaptation de la liste des produits et services	183
3. Nouvelle période de référence	185
C. LES REACTIONS DES PARTENAIRES SOCIAUX	185
D. LA CONVERSION DU NOUVEL INDICE	188
II. <u>LA LIMITATION DU RECOURS AUX HEURES SUPPLEMENTAIRES</u>	189
A. L'AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL	189
B. LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 29	190
III. <u>DEUX AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL SUR L'ALLEGEMENT DES CHARGES SOCIALES, PLUS SPECIALEMENT POUR LES ENTREPRISES A HAUTE INTENSITE DE MAIN-D'OEUVRE ET LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES</u>	192
A. L'AVIS N° 512 RELATIF A L'ALLEGEMENT DES CHARGES SOCIALES, PLUS SPECIALEMENT POUR LES ENTREPRISES A HAUTE INTENSITE DE MAIN-D'OEUVRE ET LES PETITES ET MOYENNE ENTREPRISES (27 février 1976)	192
B. L'AVIS N° 520 RELATIF A L'AMENAGEMENT DES CHARGES SOCIALES, PLUS SPECIALEMENT EN FAVEUR DES ENTREPRISES A HAUTE INTENSITE DE MAIN-D'OEUVRE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (26 mai 1976)	194
IV. <u>L'AVIS N° 539 SUR LA REDUCTION DES COTISATIONS PATRONALES DE SECURITE SOCIALE EN VUE DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI (29 novembre 1976)</u>	195
1. Calcul de l'augmentation nette du nombre de travailleurs	195
2. Définition du travailleur nouvellement engagé	196
3. Durée d'occupation	196
4. Cumul	196
V. <u>L'AVIS N° 515 RELATIF A L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS A LA POLITIQUE DE L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES (24 mars 1976)</u>	197

VI.	<u>L'AVIS N° 534 SUR LA FIXATION DU POURCENTAGE POUR 1977, EN MATIERE DE LIAISON DES PRESTATIONS SOCIALES AU NIVEAU DU BIEN-ETRE (29 novembre 1976)</u>	199
VII.	<u>LES TRAVAUX DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL RELATIFS AUX VACANCES ANNUELLES DES TRAVAILLEURS SALARIES</u>	201
	A. LA CONVENTION N° 20 CONCLUE AU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL OCTROYANT UN DOUBLE PECULE POUR UNE PARTIE DE LA 4ème SEMAINE DE VACANCES (29 janvier 1976)	201
	B. L'AVIS N° 532 SUR LE FINANCEMENT DES VACANCES ANNUELLES DES TRAVAILLEURS SALARIES (29 novembre 1976)	202
VIII.	<u>L'AVIS DU CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE SUR LA CONSTITUTION DE CONSEILS DE CADRES DANS LES ENTREPRISES (19 novembre 1976)</u>	204
IX.	<u>LE RAPPORT DU CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE ET CELUI DU GROUPE III DE LA CONFERENCE TRIPARTITE SUR L'EMPLOI RELATIFS A L'INSTAURATION D'UN SYSTEME D'EMPLOI EXTRAORDINAIRE ET AU FINANCEMENT D'UN TEL SYSTEME</u>	206
	A. LE RAPPORT DU CONSEIL NATIONAL DE L'ECONOMIE	207
	1. La proposition Lindemans	207
	2. La position des partenaires sociaux sur le principe	207
	3. La position des partenaires sociaux quant aux modalités d'application de la proposition	208
	4. Les activités envisagées	209
	5. Le financement	209
	B. LE RAPPORT DU GROUPE III	210
	1. Les bénéficiaires	210
	2. Le statut des bénéficiaires	211
	3. Le type d'activité	211
	4. Le financement	211
	C. LE COUT DU TROISIEME CIRCUIT	212

<u>TROISIEME PARTIE : LA VIE SYNDICALE</u> =====	215
<u>LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DE LA CONFEDERATION DES SYNDICATS CHRETIENS SE PRONONCE POUR UN TROISIEME CIRCUIT DE TRAVAIL</u>	217
A. LES IDEES - FORCES DU CONGRES -	217
B. LES DISCUSSIONS	218
C. L'ESSENTIEL DES CONCLUSIONS	219
<u>QUATRIEME PARTIE : LES NEGOCIATIONS TRIPARTITES</u> =====	221
<u>LA CONCERTATION SUR LA RELANCE</u>	223
A. LA MANIFESTATION NATIONALE POUR L'EMPLOI ORGANISEE PAR LA F.G.T.B.	223
B. LA CONFRONTATION TRIPARTITE SUR L'EMPLOI	225
1. Le prologue de la réunion	225
2. Le déroulement de la Confrontation	229
3. Les négociations ultérieures	241
<u>CINQUIEME PARTIE : LE VISAGE SOCIAL DE L'EUROPE</u> =====	253
<u>I. LE CONGRES DE LA CONFEDERATION EUROPEENNE DES SYNDICATS</u>	255
1. Le sens du Congrès	255
2. Les principales options du Congrès	256
<u>II. LA DEUXIEME CONFERENCE TRIPARTITE SUR L'EMPLOI ET LA STABILITE DANS LA COMMUNAUTE (24 juin 1976)</u>	263
<u>SIXIEME PARTIE : L'EMPLOI ET LE CHOMAGE</u> =====	265
<u>I. L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE</u>	267
A. LES TENDANCES GENERALES	267
B. LES TENDANCES PARTICULIERES	268
1. Activités industrielle, agricole et services	268
2. Consommation privée	269
3. Investissements des entreprises	270
4. Consommation et investissements publics	270
5. Commerce extérieur	271
6. Prix	271
7. Revenus	272

8. Evolution monétaire et financière	273
C. LES PERSPECTIVES POUR 1977	273
II. <u>LA PENURIE DE MAIN-D'OEUVRE</u>	275
A. LES OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES	275
B. L'IMMIGRATION	276
1. La politique d'introduction des travailleurs étrangers	276
2. La politique d'accueil	277
3. Les données chiffrées	277
III. <u>LE CHOMAGE COMPLET</u>	284
A. LA METHODE DE CALCUL	284
B. LA SITUATION AU 30 JUIN 1976	285
C. LA SITUATION AU 31 DECEMBRE 1976	296
D. CONCLUSIONS	309
IV. <u>LE CHOMAGE PARTIEL</u>	311
V. <u>MAIN-D'OEUVRE D'APPOINT DANS L'ABONDANCE OU CHOMEUSES DE LA RECESSION, SEULE ALTERNATIVE POUR LES FEMMES ?</u>	313
<u>DOCUMENTS ET PERIODIQUES CONSULTES</u>	319